



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 92 - 26 Janvier 1981 . PRIX : 1 F

sommaire  
au  
verso



TCHAD  
LIBYE

contre l'unité des  
dictateurs

l'unité des exploités



# sommaire

- Page 2  
TCHAD-LIBYE : EDITORIAL
- Page 4  
TCHAD-LIBYE : qui tire profit du projet de fusion
- Page 5  
TCHAD : Sud, un témoignage sur la corruption
- Page 6  
MAURITANIE : un coup de colère des parias fera plus que leurs constitutions
- Page 7  
COTE D'IVOIRE-CACAO : grogne des petits exploités contre les capitalistes occidentaux
- Page 9  
SCANDALE : pour un peu on aurait oublié la pension de Senghor !
- Page 10  
SENEGAL : contraception légalisée. Mais l'avortement reste puni comme un crime
- Page 11  
MADAGASCAR : liberté pour Monja Jaona

\* \* \*

# abonnements

FRANCE : 1 an

- .ordinaire 12 F
  - .sous pli fermé 36 F  
(en timbres postaux)
- AUTRES PAYS  
.écrire au journal

Adresser toute correspondance à :

Combat Ouvrier  
BP 145, 75 023 Paris Cedex  
en spécifiant : "pour le PAT"

# éditorial

CONTRE L'UNITE DES DICTATEURS

L'UNITE DES EXPLOITES

Le 6 janvier dernier, Goukouni et Kadhafi rendaient public un communiqué dans lequel ils préconisaient une "fusion totale" entre la Libye et le Tchad.

Ce projet de fusion restera-t-il une simple déclaration de principe ou au contraire, va-t-il réellement se faire ? On n'en sait rien pour le moment.

Mais si cela se faisait, les exploités n'auraient certainement pas à pleurer une frontière. Une frontière qui ne signifie pas grand chose pour les populations du Nord si ce n'est un obstacle devant des déplacements traditionnels, si ce n'est une coupure dans les liens qui datent de bien avant le tracé d'une ligne de partage artificielle entre deux puissances coloniales qui dominaient l'une l'actuelle Libye et l'autre l'actuel Tchad.

Non les exploités, même ceux du Sud, n'auraient pas à pleurer ces frontières car elles ne sont pas faites pour les protéger contre une oppression, pas même l'oppression ethnique. Même cette oppression-là, les différentes ethnies du Tchad l'ont subie, ensemble ou à tour de rôle, à l'intérieur-même des frontières du Tchad. Ceux du Nord l'ont subie sous Tombalbaye. Ceux du Sud risquent de la subir sous Goukouni.

Et lorsque les pauvres ne subissaient pas l'oppression en tant que toubous, goranes ou sarah, ils la subissaient en tant que pauvres, toujours.

Devant l'annonce de la fusion, les populations du Sud ont cependant bien des raisons de craindre que la prépondérance islamique consacrée par l'alliance de Goukouni et de Kadhafi, se traduise par une oppression religieuse et ethnique dans le Sud.

Et Goukouni, sans même son alliance avec Kadhafi, n'a pas cherché, dans le passé, à rassurer le Sud sur cette question. Le drapeau que le Frolinat avait choisi à l'époque - le croissant, symbole de l'Islam-, et l'arabe et le français préconisés comme seules langues nationales - étaient plus qu'un symbole, un programme. Et les gens du Sud gardent un souvenir aussi douloureux de l'occupation de N'Djaména par Goukouni et Habré alors réunis, que les gens du Nord en gardent de l'arrogance des fonctionnaires sarah au temps de Tombalbaye.

Il n'est pas dit que même ceux du Nord n'aient pas à craindre une oppression ethnique en cas de fusion avec la Libye. Car bien souvent, dans le passé, ils ont été considérés comme des "habid", des esclaves, des arabes de seconde zone par les maîtres de la société libyenne.

Oui, même si la fusion décidée entre Goukouni et Kadhafi n'est pas une annexion déguisée, elle ravivera bien des oppressions et elle en créera peut-être de nouvelles. Car c'est une fusion décidée par deux dictateurs, aussi méprisants l'un que l'autre vis-à-vis de leurs peuples, aussi peu préoccupés de leurs aspirations, de leurs intérêts. La façon dont la fusion a été envisagée, derrière le dos des peuples concernés en témoigne encore.

.../...

Tchad-Libye

Deux dictatures anti-populaires, qu'elles soient séparées ou réunies, sont toujours des dictatures anti-populaires. C'est bien là le problème.

Et c'est bien pourquoi les exploités tchadiens n'ont pas à combattre la fusion entre le Tchad et la Libye au nom d'un quelconque "intérêt national tchadien", comme le voudraient les tendances nationalistes qui, ici même dans l'émigration, relèvent la tête depuis l'annonce du projet de fusion.

Et ils proposent dans un premier temps, "un large rassemblement", un "Front Populaire" de tous les tchadiens, sans distinction de classe, allant dans l'avenir, aussi bien du paysan, du manoeuvre du coin aux bourgeois et privilégiés, en passant par la petite bourgeoisie intellectuelle. Certains autres affirment même que maintenant "l'impérialisme libyen est plus dangereux que l'impérialisme français et qu'il faut s'unir pour combattre en premier lieu Kadhafi".

S'opposer à Kadhafi et sa prétention d'imposer sa dictature sur quelques millions de sujets supplémentaires, oui. Mais pas pour préparer la voie à un futur candidat au rôle de Tombalbaye, fut-ce ce candidat tchadien. Les mêmes nationalistes qui affirment aujourd'hui, au nom de la résistance à la main-mise libyenne, que tous les tchadiens ont les mêmes intérêts, l'avaient déjà affirmé pour justifier le Frolinat. Cela avait donné Hissen Habré et Goukouni, dont la plupart des nationalistes de l'émigration eux-mêmes ont fini par se détourner. Et les voilà qui recommencent de nouveau la même opération !

Eh bien non, les tchadiens n'ont pas tous le même intérêt. Il y a au Tchad des riches et des pauvres. Même si la richesse des premiers est toute relative, la pauvreté des seconds est totale. Il y a des exploités et des exploités. Il y a une petite couche de privilégiés, de notables, de fonctionnaires, de bandits armés, et il y a la grande masse de ceux qu'exploitent ces parasites.

N'en déplaise aux nationalistes qui ont raté le rendez-vous de N'Djaména, les travailleurs, les paysans, les pauvres ne pourront se libérer que s'ils s'organisent à part, en tant que pauvres ; s'ils refusent d'être de simples pions sur l'échiquier des Goukouni, des Habré, des Kamougué, des Acyl ou d'autres ; s'ils cherchent à prendre le pouvoir pour eux mêmes, et s'ils l'exercent par eux-mêmes. Mais cela suppose l'existence d'une organisation de classe, d'une organisation militant au nom du prolétariat, tchadien comme international. Et non pas une nouvelle édition du Frolinat, mendiant aux dictateurs de l'OUA de la reconnaître, et demandant aux exploités tchadiens de lui fournir de la chair à canon.

Si les travailleurs, les paysans pauvres combattent Kadhafi non pas au nom d'un quelconque "intérêt national", mais au nom de leurs intérêts de classé, alors ils pourraient trouver plus facilement l'oreille de leurs frères en pauvreté de Libye et qui sait, peut-être aussi, d'ailleurs. Et si c'est la révolte des exploités qui chasse Kadhafi, en même temps d'ailleurs que les Goukouni ou les Kamougué, alors il y aura la possibilité, si les populations concernées le souhaitent ainsi, de créer une entité unifiée, englobant la Libye, le Tchad, comme d'autres pays, mais sur un pied de stricte égalité entre peuples et ethnies, sans oppression, mais pour le plus grand avantage matériel comme culturel de tous.

111 111 111 111 111 111

111 111 111 111

# TCHAD-LIBYE

## — qui tire profit du projet de fusion —

La fusion récemment annoncée du Tchad à la Libye suscite de nombreuses réactions, aussi bien en Afrique que dans l'émigration. Pour certains, Kadhafi aura démontré une fois encore, sa volonté de puissance. D'autres aussi voient dans l'intervention libyenne au Tchad une défaite de l'impérialisme français. Dans tous les cas la situation présente ne laisse personne indifférent.

Bien évidemment, Kadhafi apparaît comme le principal bénéficiaire de l'opération. Si fusion il y avait, c'est son appareil d'Etat qui aurait la prépondérance dans l'entité créée. Les troupes de Kadhafi sont présentes sur le terrain, et une fusion lui permettrait d'accroître un peu plus son audience en dehors de la Libye. Mais qu'en est-il du côté des dirigeants tchadiens ?

Pour le moment, Goukouni, président du GUNT, ne semble pas contre une telle fusion, ne serait-ce que pour avoir signé le projet. S'agit-il de sa part d'une conviction réelle, ou est-ce simplement une ruse de guerre ? L'avenir le dira. Kamougué, le second personnage de l'appareil tchadien est quant à lui, ouvertement hostile à tout projet de fusion avec la Libye.

Que le président du Gouvernement d'Union Nationale de Transition, Goukouni, et son vice président soient en désaccord sur un tel problème, cela n'est pas dû au hasard. Car un des problèmes de Goukouni est de remettre sur pieds l'administration et une infrastructure minimum (routes, électricité, eau, ravitaillement). Et les pétro-dollars libyens lui seront d'une aide substantielle dans cette tâche.

Mais Goukouni peut également penser que l'alliance avec Kadhafi le met en meilleure position par rapport à Kamougué qui reste toujours son rival en puissance, même si tous les deux font partie du même gouvernement.

L'impérialisme français, dans cette situation, est présenté comme le grand perdant face à Kadhafi. Certains chefs d'Etat d'Afrique parmi les plus liés à l'impérialisme ne cachent pas leurs craintes. Laissons ces valets trembler pour leur pouvoir. En tout cas, rien ne permet de dire qu'un succès de Kadhafi au Tchad se fera au détriment de l'impérialisme français.

Car c'est depuis bien longtemps qu'il existe un partage de fait au Tchad, entre le Nord et le Sud. Le Sud, depuis les événements de février 1979 a maintenu une administration autonome en vie. Alors que le Nord restait longtemps incontrôlable. L'impérialisme français a toujours maintenu sa présence au Sud. N'est-ce pas la Cotontchad -société contrôlée par des capitaux français- qui, en pleine guerre civile, payait les fonctionnaires du Sud !

Rien ne dit par conséquent que la France n'ait pas consenti à la Libye, le droit de garder dans sa zone d'influence, le Nord qui est une région qu'elle ne pouvait pas contrôler, pour conserver son influence au Sud. Robert Galley, ministre français de la coopération, affirme bien sûr qu'il est contre la "fusion". Mais au début de l'année il a admis que Kadhafi avait "très bien joué".

Alors, bien entendu, les réactions peuvent se suivre, mais il est une opinion dont tous nos chefs d'Etat, tous nos vertueux défenseurs du Tchad se soucient peu, c'est l'opinion de la population tchadienne elle-même.

## SUD un témoignage sur la corruption

" Ce qui m'a frappée à mon arrivée, c'est la corruption et surtout la résignation de la population face à la misère qui règne", explique une personne qui est rentrée pour quelques jours au sud du Tchad.

S'agissant de la pratique courante de la corruption, elle raconte que de Maroua au Cameroun à Kélo au Tchad, c'est-à-dire sur environ 300 km, il existe plus de 30 barrières de pluie. Ces barrières servent, même lorsqu'il n'y a pas de pluie, pas pour arrêter la circulation, mais pour rançonner les passants. A l'entrée de chaque village, les passagers sont contrôlés par la milice locale, les forces de sécurité et les douaniers. Et à chaque fois le transporteur doit donner 500 F CFA à chacun des trois contrôles.

Quant aux passagers, on leur demande une somme allant de 100 à 200 F CFA. Si les exigences de ces contrôleurs ne sont pas remplies, le camion ne passe pas. Mêmes contrôles à la sortie du même village. En fait de contrôle, il n'y en a presque pas. L'important c'est de payer. En moyenne il faut environ 4 000 F CFA pour aller de Maroua à Kélo.

A Kélo même, la vie est très dure. Cette ville et celle de Laï sont généralement considérées comme greniers à riz du Tchad. Or même à Kélo, le sac de riz coûte plus de 6 000 F CFA. On ne peut rien acheter avec 5 F au marché de cette ville comme auparavant. Les prix ont considérablement monté.

La misère est omniprésente. Mais "ce qui choque le plus, ajoute notre visiteur, c'est que personne ne réagit. C'est la résignation totale".

---

## SOMMET DE L'OUA

### quand les dictateurs parlent de démocratie

Le communiqué final du dernier sommet de l'OUA sur le Tchad comporte cette grande trouvaille, à propos de la fusion Tchad-Libye : "Seul un gouvernement élu librement et démocratiquement par le peuple tchadien et non le GUNT, est habilité à engager la nation et le peuple tchadiens dans un accord aussi fondamental et d'une portée aussi étendue".

Cela ne manque pas d'humour de la part d'une assemblée composée d'aussi fameux démocrates que Traoré ou Houphouët, où près de la grande majorité des chefs d'Etat présents sont arrivés au pouvoir par un coup d'Etat, et les autres, installés par la grâce de l'ancienne puissance coloniale...

# MAURITANIE

## UN COUP DE COLERE DES PARIAS

## FERA PLUS QUE LEURS CONSTITUTIONS

Le Comité Militaire a pondu un projet de nouvelle constitution où il est prévu que l'armée se retire du pouvoir pour l'instauration, après un référendum, d'une "République islamique parlementaire" où plusieurs partis politiques pourraient exister.

Selon le ministre de l'information, Ahmédou Ould Sidi, les objectifs que s'était fixés l'armée après son coup d'Etat de 1978 sont atteints, et maintenant il faut tenter "l'expérience de la démocratie".

Le retour des militaires dans les casernes n'est, pour le moment, qu'hypothétique, car aucune date n'est fixée ni pour le référendum ni pour la formation d'un nouveau gouvernement civil.

Toujours est-il que la simple idée d'un tel projet a soulevé des protestations du côté des féodaux religieux. Ainsi, selon le quotidien sénégalais "Le Soleil", l'Imam de la grande mosquée de Nouackchott, aurait dit dans un sermon que la Mauritanie n'a pas besoin d'une constitution et qu'elle peut se contenter de la loi coranique. L'Imam, au nom des dirigeants religieux, montre donc les dents rien qu'à l'idée de changement, même quand cela est envisagé par des dictateurs militaires pourtant passablement réactionnaires, eux qui ont instauré la Charia, cette loi islamique barbare.

Mais les réactions de certains opposants libéraux -du moins telles que les rapportent "Le Soleil"- sont plus significatives encore à certains égards. Ces gens-là exprimeraient leur préférence pour "un régime militaire progressiste" car, affirmeraient-ils, il est "impossible d'organiser une démocratie de type occidental dans un pays à peine sorti de la féodalité".

Si on élisait un parlement, penseraient-ils, ce serait en majorité des féodaux qui y seraient élus "sur la base de clans, de tribus et d'ethnies" et que cela provoquerait une "résurgence du tribalisme et des tensions raciales".

Le courage de ces oppositionnels libéraux ne va donc pas au-delà d'un régime militaire "progressiste", d'une dictature avec l'étiquette de leur rêve ! Autant dire que ceux qui souffrent de la dictature et qui aspirent aux libertés démocratiques ne peuvent pas compter sur ces gens-là.

Mais en un certain sens ils n'ont pas tort de penser qu'une "démocratie de type occidental" n'est pas possible. En effet, il ne suffit pas de mettre en place, d'en haut, un parlement, pour que celui-ci devienne l'expression de la majorité de la population et pas de cette poignée de féodaux et de propriétaires d'esclaves qui dominent toute la vie sociale de la Mauritanie.

N'y aurait-il donc pas d'autre choix pour la population de la Mauritanie qu'entre un régime politique qui protège une des sociétés les plus obscurantistes, les plus réactionnaires du monde, ou l'attente d'un hypothétique "sauveur" militaire progressiste ? Que si ! Seulement, il ne peut y avoir de démocratie en composant avec les féodaux. Il faut les balayer.

Si tous les pauvres, les ouvriers, les petits paysans, les haratines s'unissent sans distinction de couleur, de langue ou d'origine pour balayer ce régime avec tous ses féodaux et ses exploités, pas seulement ceux qui sont au pouvoir mais à tous

les niveaux de la société, alors oui, tout peut changer en Mauritanie.

Quelques mics-macs entre privilégiés, une entente entre féodaux et bourgeois éclairés ne pourraient pas changer grand chose. Mais une révolution des pauvres, des méprisés, des esclaves, ceux du capital comme les autres, pourrait tout changer.

La Mauritanie, comme bien d'autres pays, malgré son passé, malgré son sous développement économique, peut devenir un pays démocratique, plus démocratique même que la démocratie bourgeoise des pays occidentaux. Mais la seule démocratie possible, c'est celle des exploités en armes exerçant eux-mêmes le pouvoir, la démocratie révolutionnaire des prolétaires.

Alors, ceux qui représentent le progrès pour la Mauritanie, ce ne sont pas ces milieux libéraux "éclairés", "cultivés", qui rêvent de parlement à l'occidentale et qui, trop couards même pour rêver, se rabattent sur l'invocation d'une dictature militaire dite progressiste.

Le progrès, l'avenir de la démocratie en Mauritanie est entre les mains de ces centaines de milliers de va-nu-pieds, de ces prolétaires, de ces pauvres, illettrés peut-être, mais qui ont le nombre et qui ont le désespoir qui fait les révolutions, ces révolutions qui seules sont capables de changer le monde.

\$\$\$\$ \$\$\$\$ \$\$\$\$ \$\$\$\$ \$\$\$\$

# COTE D'IVOIRE GROGNE DES CACAO PETITS EXPLOITEURS CONTRE LES CAPITALISTES OCCIDENTAUX

Il y a 6 mois l'Etat ivoirien refusait de vendre son cacao sur le marché international, car les cours étaient tombés trop bas selon lui. En même temps Houphouët demandait -en vain- aux autres pays producteurs (Brésil, Ghana, Nigéria et Cameroun essentiellement) de suivre son exemple et de faire en quelque sorte une "OPEP" du cacao.

Le prix d'achat du cacao étant resté aussi bas en janvier 1981, l'Etat ivoirien s'est plié au verdict du marché sans avoir obtenu satisfaction. Le géant du cacao (comme on appelle la Côte d'Ivoire qui produit plus de 20 % de la production mondiale) s'est incliné devant les trusts de l'agro-industrie.

## LE CACAO, UN SYMBOLE DE L'EXPLOITATION

Le cacao est un exemple du pillage et de l'extraversion des économies des pays d'Afrique. Ils produisent 2/3 du cacao mondial alors qu'ils n'en consomment presque pas. Le cacao représente même la plus grande partie des ressources des pays comme le Ghana. Les prix auxquels les groupes capitalistes achètent le cacao sont fixés par eux-mêmes. Il s'agit des sociétés UNILEVER, Général Foods, Van Houten ou Nestlé. Ces prix fluctuent énormément. Par exemple entre 1977 et 1980 ils ont baissé de plus de 50 %. Conséquence pour la Côte d'Ivoire : à quantité égale, la récolte de 1980 rapportera 350 milliards de francs CFA en moins que la récolte de 1978 (selon JEUNE AFRIQUE).

Mais même quand les prix augmentent comme tous les autres produits des pays du Tiers-Monde, ils augmentent toujours moins que ceux des produits industriels. Si bien

... / ...

qu'il faut produire toujours plus de cacao pour l'échanger contre les mêmes quantités de produits industriels. C'est pour se protéger que les pays producteurs se réunissent avec les pays consommateurs (Europe et Amérique du Nord essentiellement) pour des accords.

#### LES DIFFÉRENTS ACCORDS SUR LE CACAO

Trois conférences se sont réunies jusqu'à présent : en 1972, 1975 et juillet 80.

Les deux premiers accords prévoyaient la création d'une caisse de stabilisation. Elle est financée par une taxe sur les ventes du cacao. Son rôle doit être de "réguler le marché", c'est-à-dire de stocker le cacao si son prix à la bourse baisse en dessous de 4 FF le Kg, et de revendre ce stock si les prix montent au-dessus de 6 FF environ. Les pays occidentaux les ont acceptés car ils prévoyaient une hausse.

Ces accords n'ont donc servi à rien, car à cause d'une pénurie de cacao les prix sont montés de 6 FF à 9 FF en 1976, puis à 18 FF en 1977 (et même à 22 FF en juillet 1977). Mais depuis, les prix ont redégringolé. Actuellement ils sont à 10 FF environ. Et c'est pour revoir les accords de 1975 que la dernière conférence de juillet 1980 avait été convoquée.

Mais ces accords ne règlent rien, ils ne font que refléter le bon vouloir des grands trusts capitalistes.

#### LA "GROGNE DE HOUPHOUËT"

Comme les accords de 1975, Houphouët a refusé de signer ceux de 1980, qu'il considère comme des "accords atrophiés, basés sur l'injustice". Depuis, nous connaissons la suite : sa tentative de bloquer le stock ivoirien de cacao en attendant des prix meilleurs s'est soldée par un double échec. L'Etat ivoirien vient d'être contraint de vendre son cacao alors que les prix ne sont pas remontés, et il y a perdu des milliards de F CFA en frais de stockage -le cacao étant un produit fragile-.

C'est effectivement une situation injuste. Le marché mondial est dominé par les capitalistes des puissances impérialistes. Ils fixent eux-mêmes les prix des produits industriels, qui augmentent constamment. Et c'est encore eux qui fixent, à leur convenance, les prix des matières premières en provenance des pays du Tiers-Monde.

C'est ce système profondément injuste qui met la plupart des pays d'Afrique au bord de la faillite. C'est à juste titre que Houphouët grogne de plus en plus. Tout récemment il dénonçait la dégradation des termes de l'échange, à la télévision française.

A ce qu'en disent les journaux comme Jeune Afrique ou le Canard Enchaîné, ce serait par grogne vis-à-vis de Giscard -qui n'a rien fait pour garantir un prix minimum au cacao de Côte d'Ivoire- que Houphouët a lâché la bride à Bokassa. Pour le calmer, au moins en attendant les élections en France, François Poncet (ministre français) a fait quelques promesses lors de son passage à Abidjan le 12 janvier dernier.

L'Etat ivoirien est victime des capitalistes et des spéculateurs européens. A cause des récentes baisses du prix du cacao et du café, il a été obligé de renoncer à une dizaine de projets (aéroport, hôpitaux, ponts...etc). Du coup Houphouët essaie de récupérer ce que l'Etat ivoirien perd du fait de la pression impérialiste en pressurant à son tour d'avantage les producteurs ivoiriens. Les planteurs devront produire toujours plus de cacao. La Côte d'Ivoire prévoit de produire 400 000 tonnes en 1985 (300 000 actuellement).

Il y a toute une pyramide de gens qui vivent sur le travail des ouvriers agricoles qui produisent le cacao. Au sommet il y a les capitalistes européens, au milieu il y a l'Etat ivoirien avec ses ministres, son armée, ses hauts fonctionnaires, et

.../...



les propriétaires de grosses plantations.

Houphouët ne veut pas être trop écrasé par le marché capitaliste, mais ce n'est certes pas pour alléger le fardeau qui pèse sur ceux qui travaillent sur le cacaoyer. Quand l'Etat vendait 22 FF le kg de cacao en Europe, il l'achetait 3,6 FF aux paysans. Il y a bien sûr les frais de préparation des fèves de cacao, le stockage et le transport. Mais il reste que l'Etat et les privilégiés intermédiaires (ivoiriens ou non) prélèvent une lourde prébende sur la population travailleuse.

Cependant ils ne sont eux-mêmes que des sous-traitants de l'impérialisme. C'est ce dernier qui tire l'essentiel des profits. En un sens l'Etat ivoirien est victime du système capitaliste comme peut l'être un intermédiaire.

Mais lorsque Houphouët Boigny proteste au nom des privilégiés du pays, contre l'impérialisme qui les étrangle, ce n'est pas pour améliorer la vie des ouvriers, des paysans ivoiriens. C'est pour obtenir que l'impérialisme veuille bien lui accorder une part un peu plus confortable des richesses obtenues sur le dos des exploités de la Côte d'Ivoire.

\*\*\*    +++    \*\*\*    +++    \*\*\*    +++  
+++    \*\*\*    +++    \*\*\*    +++    \*\*\*

SCANDALE : POUR UN PEU ON AURAIT OUBLIÉ

LA PENSION DE SENGHOR

L'Assemblée Nationale du Sénégal a voté un projet de loi concernant l'attribution d'"avantages spéciaux aux anciens présidents".

Détrompez-vous, cela n'a rien à voir avec le départ de Senghor. Ce n'est que pure coïncidence ! C'est en tout cas ce que veulent faire croire les députés du PS. Ils trouvent qu'il y avait une lacune dans l'ancienne constitution concernant la retraite des chefs d'Etat.

Pauvre Senghor ! On allait oublier sa petite pension. Il touche ses indemnités d'ancien fonctionnaire de l'Etat français ainsi que celle d'ancien parlementaire.

Mais voyez-vous, avec les prix qui grimpent, ce n'est plus suffisant. On va donc lui ajouter quelques menus avantages : le plus haut salaire de la fonction publique, un logement, des domestiques, des secrétaires, des véhicules et quelques petites bricoles.

Comme ça au moins, ce sera un peu différent du SMIG !

# SENEGAL

## contraception légalisée Mais l'avortement reste puni comme un crime

Le parlement sénégalais a adopté un projet de loi qui légalise la contraception, au mois de décembre dernier. Mais cette loi condamne et réprime sévèrement tout avortement, à quelque stade de grossesse que ce soit. La peine d'emprisonnement encourue peut aller jusqu'à deux ans, accompagnée d'une amende de 25 000 CFA pour la femme qui avorte et 50 000 F pour le médecin.

Que la contraception soit légalisée au Sénégal, tant mieux ! Car cela signifie un assouplissement de la dureté de la loi vis-à-vis des femmes. Mais cette légalisation de la contraception demeure une mesure limitée, et dans les faits une mesure de classe. Car elle ne pourra satisfaire dans une certaine mesure que la petite bourgeoisie à la Maïmouna Kane, Secrétaire d'Etat.

Mais combien de femmes de paysans, combien de femmes d'ouvriers pourront se payer des contraceptifs, alors que parfois se payer même des comprimés de nivaquine constitue un grand sacrifice ! Et parallèlement à la question d'argent, l'utilisation des méthodes contraceptives les plus modernes, comme la pilule demande des habitudes sociales, culturelles, qui sont réservées à la petite bourgeoisie des villes. Seule une petite minorité de femmes pourra profiter de cette mesure.

Quant aux avortements ce ne sont pas les lois qui les prohibent qui les empêcheront. Les femmes, aussi bien au Sénégal qu'au Mali, connaissent bien souvent comment faire pour ne pas avoir d'enfants, surtout dans les milieux populaires. Elles utilisent souvent la poudre d'un arbre -extrêmement amère- qui passe pour empêcher la fécondation, mais qui provoque en réalité l'avortement de l'embryon. Cet arbre est connu au Mali sous le nom de SANKELERI. D'autres aussi passent par des épreuves parfois difficiles, pour avorter clandestinement.

Certes, les avortements, qu'ils soient traditionnels ou chez les médecins, sont des procédés inhumains, barbares. Mais le fait que des milliers de femmes soient obligées d'en passer par là, est le signe qu'il faut bien des progrès à la société actuelle -éducation, émancipation de la femme, accès aux contraceptifs- ; des progrès que même les sociétés dites civilisées ne connaissent pas, car même dans ces sociétés-là, la femme occupe une position inférieure.

Mais il n'y a pas de raison que les femmes qui payent déjà dans leur chair, pour la barbarie d'une société dont elles ne sont pas responsables, payent une deuxième fois sous forme de sanctions pénales.

Ces messieurs les députés réactionnaires, composés essentiellement d'hommes qui ignorent totalement ce que c'est d'être enceinte, veulent interdire l'avortement. Mais ils peuvent pondre toutes les lois qu'ils désirent, ils ne pourront pas empêcher l'avortement clandestin.

En empêchant l'avortement légal ils poussent encore plus les femmes à se faire avorter dans les pires conditions, mettant ainsi leur vie en danger. Les travailleurs révolutionnaires sont dans tous les cas solidaires des femmes. Ils sont donc pour la liberté de l'avortement.

Que les femmes disposent de leur propre corps, c'est bien leur droit le plus élémentaire.

# MADAGASCAR LIBERTE POUR MONJA JAONA

Venu à Antananarivo pour un meeting des enseignants et des étudiants en grève, Monja Jaona, leader du MONIMA, a été arrêté au milieu de la nuit du 30 novembre dernier.

Officiellement il est "assigné à résidence" dans un lieu "réservé au chef de l'Etat", "pour assurer sa protection" contre un assassinat.

En fait c'est un emprisonnement pur et simple. Et selon certaines nouvelles il aurait été amené dans un camp militaire près d'Ihosy (loin de la capitale). D'autres militants du MONIMA subissent la répression, notamment dans le Sud, sous des prétextes divers.

Pour libérer Monja Jaona, Ratsiraka lui propose soit de se ranger derrière son régime en entrant dans le "Front National de Défense de la Révolution", soit de prendre sa "retraite politique". En 1977 Ratsiraka affirmait à la télévision : " Dans l'ordonnance concernant le Front, il est clairement précisé que seules les organisations révolutionnaires membres du Front ont le droit à faire de la politique. Le MONIMA n'en fait pas partie. Il ne peut donc pas faire de la politique".

Monja Jaona avait lui-même soutenu le régime actuel en 1976 et 1977. Depuis août 77, il est dans l'opposition ; il dénonce les abus, la corruption, le luxe des uns devant la misère des autres. C'est à Ratsiraka qu'il demande de remettre la "révolution sur le droit chemin" en écartant les corrompus de l'ancien régime. Mais c'est encore trop aux yeux du gouvernement.

Cela donne une idée du cynisme des Ratsiraka -comme des Kérékou au Bénin- qui parlent de "démocratie", de "socialisme", publient des livres rouges pour la gale -rie et manient la trique pour ceux qui osent exprimer quelques critiques.

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.